

**INSTITUTION ADOUR**

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

Séance du 14 mars 2019
(Convocation du 8 mars 2019)

Aujourd'hui, le quatorze mars deux mille dix-neuf à 14 heures, le Bureau dûment convoqué s'est réuni à la salle de réception de l'Hôtel du Département des Hautes-Pyrénées sous la présidence de Monsieur Paul CARRERE

Etaient présents :

Mesdames Christiane AUTIGEON et Céline SALLES
Messieurs Paul CARRERE, Charles PELANNE et Bernard POUBLAN

Etaient excusés :

Madame Dominique DEGOS
Messieurs Gérard CASTET et Bernard SOUDAR

Secrétaire de séance :

Madame Christiane AUTIGEON

OBJET : Marché / Risques fluviaux - Étude classement systèmes d'endiguement

Exposé des motifs :

La compétence GEMAPI est affectée aux EPCI-FP à compter du 1^{er} janvier 2018. Cette compétence inclut la protection contre les inondations ainsi que la prévention des risques fluviaux, soit le classement et la gestion des systèmes d'endiguement (au sens du décret de 2015).

Sur la majorité du bassin de l'Adour, les syndicats de rivière se sont consacrés jusqu'alors quasi-exclusivement à des actions de gestion des cours d'eau. L'Institution Adour est quasiment la seule collectivité à avoir construit certaines digues, à les avoir réparées et à être reconnue gestionnaire de certaines portions d'entre elles par arrêté de classement (au titre du décret digues de 2007).

La connaissance des ouvrages existant sur le bassin de l'Adour et la portée de leur impact en termes de protection contre les inondations demeure assez partielle. Or, le calendrier fixé par la réglementation impose que les demandes d'autorisations soient déposées avant le 31 décembre 2019 pour les classes A et B (protégeant plus de 3 000 personnes) et avant le 31 décembre 2021 pour les digues de classe C (protégeant moins de 3 000 personnes).

Afin d'accompagner les collectivités concernées dans cette démarche, l'Institution Adour va conduire, en partenariat avec les EPCI-FP, une étude globale en ce sens.

Sont concernées par cette action les communautés de communes :

- d'Aire-sur-l'Adour pour les ouvrages de protection d'Aire-sur-l'Adour,
- Chalosse Tursan pour les ouvrages de protection de Saint-Sever et Hagetmau,
- du Pays d'Orthe et Arrigans pour les ouvrages de protection de Peyrehorade.

La communauté de communes Terres de Chalosse n'a finalement pas souhaité s'engager dans le classement des ouvrages tandis que la communauté de communes du pays grenadois a lancé sa propre démarche avec un accompagnement technique de l'Institution Adour.

Pour ce faire, la fiche programme a fait l'objet d'une décision du comité syndical de l'Institution Adour en date du 17 décembre 2018.



Afin de permettre le lancement de la consultation des entreprises, l'attribution du marché et la réalisation des prestations dans les meilleurs délais, il convient d'autoriser le Président à mettre en œuvre la procédure relative à ce marché dans la limite d'un montant de prestation estimé à 150 000 € HT.

LE BUREAU

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

DECIDE

Article 1

- De donner délégation au Président pour conduire les procédures de consultation relatives aux études de classement des systèmes d'endiguement,
- D'autoriser le Président à prendre toutes les décisions relatives à son exécution et à signer les documents afférents et les pièces du marché dans la limite de 150 000 € HT, les crédits nécessaires étant repris au budget primitif 2019

Article 2

Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré le 14 mars 2019 à Tarbes,

Le Président,

INSTITUTION ADOUR
38 rue Victor Hugo
40025 MONT DE MARSAN CEDEX

Paul CARRERE